

Thème 3 – Les échelles de gouvernement dans le monde

Manuel Nathan LQ

PROGRAMME

Questions	Mise en œuvre
L'échelle de l'État-nation	Gouverner la France depuis 1946 : État, gouvernement, administration et opinion publique

Chapitre 6 : Gouverner la France depuis 1946 : Etat, gouvernement, administration et opinion publique

Introduction :

- L'Etat désigne l'autorité qui représente un peuple à l'intérieur ou à l'extérieur d'un territoire sur lequel elle exerce la souveraineté. L'Etat exerce son pouvoir par le biais du gouvernement et de son administration. L'Etat dispose d'un certain nombre de pouvoirs monopoles (pouvoirs régaliens) comme l'utilisation de la contrainte physique (pour faire respecter la loi), la collecte des impôts... Par extension, l'Etat désigne l'ensemble des institutions et des services qui permettent de gouverner et d'administrer un pays.
- L'administration c'est l'ensemble des activités dont le but est de répondre aux besoins d'intérêt général de la population (ordre public, bonne marche des services publics...) Cela peut également désigner l'ensemble des personnes morales (État, collectivités territoriales, établissements publics...) et physiques (fonctionnaires, contractuels...) qui accomplissent ces activités. Le mot administration s'écrit alors avec un grand « A ». **En France, l'administration est rattachée au pouvoir exécutif.** On distingue l'administration d'État dont les compétences s'étendent à tout le territoire, l'administration territoriale dont les pouvoirs sont limités à la région, au département ou à la commune.
- Le rôle de l'Etat en France s'inscrit sur la longue durée. Depuis le Moyen-âge, il a contribué à la construction de la Nation et à la diffusion du sentiment national (État-nation). Cette longue histoire explique le poids des héritages qui se lit dans la relative stabilité des structures administratives depuis les réformes révolutionnaires et napoléoniennes et par l'influence des grands corps dont certains ont été créés sous l'Ancien Régime.
- L'originalité de la France tient aussi au rôle central accordé à l'État qui depuis la Révolution s'est vu confier la tâche de garantir le lien social.
- Après 1946, le modèle français de l'État, du gouvernement et de l'administration connaît de profondes transformations. Avec les réformes de la Libération puis les années de Gaulle, se met en place, pendant les Trente Glorieuses, le modèle de l'État keynésien modernisateur. Depuis la crise économique, ce modèle semble affaibli et progressivement remis en cause, voire contesté par une partie de l'opinion publique c'est à dire l'ensemble des convictions, des jugements et des valeurs d'une société à une époque donnée.

Problématique : Comment l'affirmation de l'opinion publique et l'accélération de la mondialisation ont-elles remis en cause la conception du gouvernement de la France établie en 1946 ?

I. La IV^e République, l'extension du rôle de l'État (1946-1958)

Comment se manifeste la place grandissante prise par l'Etat sous la IV^e République ?

A. La IV^e République modernise le rôle de l'Etat

1. Une situation d'après guerre très compliquée

- La France de 1945 est ruinée et dévastée. Les pertes matérielles touchent plus de 70 départements. Ex : à la libération, plus d'un million de familles vivent dans des baraquements provisoires. Le potentiel productif et les infrastructures sont endommagés ou détruits. Ex : La production industrielle ne représente que 40% de celle de 1938 et la production agricole a diminué d'un tiers. En 1946, la pénurie alimentaire est forte et les autorités doivent maintenir le rationnement mis en place durant l'occupation allemande.
- La IV^e République dont la constitution fait de la modernisation de l'économie un objectif prioritaire.

2. Il faut d'abord que l'Etat dispose d'outils pour moderniser le pays.

Etude du document 2p 151 préambule de la Constitution de 1946

Question. En plus de ses champs d'action traditionnels (pouvoirs régaliens) que sont la justice, la police et la défense, l'État intervient dans trois domaines :

- l'économie, par la nationalisation des entreprises en situation de monopole ou assurant un service public ;
- la protection sociale, avec la création de la Sécurité sociale ;
- l'instruction et la culture, notamment en permettant à tous d'accéder à un enseignement public gratuit et laïque.

- Une nouvelle constitution est adoptée, non sans mal, en octobre 1946, elle met en place un régime parlementaire dans lequel l'Assemblée nationale dispose de l'essentiel des pouvoirs : pouvoir législatif, investiture et contrôle du gouvernement.
- Cela passe par la **nationalisation** de la Banque de France qui permet à l'Etat de contrôler la politique monétaire, puis l'Etat prend le contrôle direct de nombreux acteurs économiques : les grandes banques, la production de charbon, de gaz (GDF), d'électricité (EDF), l'automobile (Renault), et le transport aérien (Air France).
- La création d'organismes de recherche : Le commissariat à l'énergie atomique (CEA), en **1945**, et l'institut national de la recherche agronomique (INRA) en **1946** doivent permettre de relancer la recherche
=> L'Etat devient ainsi le premier entrepreneur et le premier investisseur du pays.

3. Il faut ensuite rendre l'action de l'Etat cohérente.

Doc 1 p 151 Le plan d'équipement et de modernisation

- C'est pourquoi il s'engage dans le **dirigisme économique**.
 - En janvier 1946 est créé le **Commissariat général au Plan**. Son rôle est de fixer les grandes priorités économiques du pays et d'y consacrer les 2/3 des investissements pour une période de 5 ans.
 - Le plan Monnet de modernisation et d'équipement (1947-1952) est centré, de façon très sélective, sur six secteurs de base : charbon, électricité, ciment, machinisme agricole, transport et acier. Ce 1^{er} plan est bien exécuté. Le plan Hirsch (1954-57) favorisent les industries de consommation. Ils sont assurés par l'aide d'urgence accordée par les Etats-Unis en 1946 puis par le Plan Marshall.
 - Cet instrument de prévision globale et de concertation associe représentants de l'Etat, experts du patronat et des syndicats ouvriers. La réalisation de la planification incitative passe donc par le consensus.

4. Il faut enfin former des personnels d'un Etat fortement centralisé

Etude page 152

- En 1945, nombreux sont ceux qui pensent comme De Gaulle, que l'effondrement de 1940 est dû en partie à la défaillance des élites politiques et administratives.
- De Gaulle charge donc son conseiller, Michel Debré, de mettre sur pied une école dotée du monopole du recrutement et de la formation des hauts fonctionnaires capables de mener à bien la reconstruction et les missions de l'Etat.
- En **octobre 1945** est ainsi créée **l'ENA** dont les membres, les énarques, vont progressivement s'installer à la tête d'une administration fortement hiérarchisée et centralisée.
- **Cette centralisation n'est pas nouvelle, elle est le poids d'un long héritage.** Tradition des écoles chargées de former les élites . Ex **École des Mines de Paris**, fut fondée (1783) par Louis XVI, dans le but de former des « directeurs intelligents » pour les mines du royaume. Ecole des Ponts et Chaussées 1747.
- En effet, les premières institutions étatiques se sont mises en place dès le **XIII^e siècle** et la centralisation s'est affirmée sous l'Ancien Régime (rôle des intendants). À la Révolution, le **jacobinisme**¹ a introduit une pratique centralisée et technocratique du pouvoir.
- Le pays est divisé en départements, dans lesquels les préfets sont à partir de **1800** les relais de l'État.
- Les deux guerres mondiales ont conduit l'État à exercer une plus grande emprise sur la vie économique (rationnement, armement)

B. La IV^{ème} République favorise l'équité et la cohésion sociale

1. Favoriser la cohésion nationale

- Pendant la seconde guerre mondiale, la Nation française a été particulièrement divisée : résistants, collaborateurs, attentistes.
- Il faut, à la sortie de la guerre, renforcer le sentiment d'unité nationale autour d'une culture politique commune.
- La mise en place d'un **Etat providence**² répond à cet objectif de cohésion nationale

2. La mise en place d'un Etat providence

- L'Etat providence est d'inspiration **keynésienne**. Il s'efforce d'améliorer le niveau de vie des Français par une politique redistributive et une meilleure protection sociale.
- **La sécurité sociale** est mise en place le **4 octobre 1945**. Elle protège les salariés contre les risques sociaux : maladie, invalidité, accidents du travail. Elle associe protection sociale et libre choix du médecin et les caisses de sécurité sociale sont gérées par le patronat et les syndicats.

¹ Les jacobins sont les partisans d'un Etat fort et centralisé, qui applique à l'ensemble du territoire une politique uniforme.

² Système qui accorde un rôle social important à l'Etat.

- Une politique nataliste encourage la reprise de la natalité. Les allocations familiales, créées en **octobre 46**, sont des prestations financières accordées à tous les ménages ayant au moins deux enfants à charge. La population augmente de 13 millions entre 1945 et la fin des années 60. La France rajeunit et accueille de nombreux migrants.
- **Les comités d'entreprise** sont instaurés en **1946** pour les entreprises de plus de 50 salariés dont les délégués, élus, participent à la vie de l'entreprise sur le plan social et de l'amélioration des conditions de travail.
- **En 1950** est fixé un salaire minimum qui prend le nom de SMIG. Il augmente le pouvoir d'achat des bas salaires et incite à la consommation. De plus, une troisième semaine de congés payés est généralisée en **1956**.
- **En 1956**, le minimum vieillesse, versé par le fonds national de solidarité, est mis en place. Le financement est assuré par les cotisations des employés et des employeurs.

C. Le bilan de la IVème République

1. Des succès économiques

Doc 4 p 151 Les Français se sont remis au travail.

- La « bataille de la production » est rapidement gagnée : le rationnement est stoppé en 1949, à la même date la production industrielle dépasse de 30% celle de 1938, la production agricole retrouve son niveau de 1938. De grands travaux sont réalisés : centrales électriques, réseau ferroviaire (PLM). La production de biens de consommation soutient la croissance qui est en moyenne de 5%/an.
 - La France s'est rapidement reconstruite et modernisée. Les conditions de vie des Français s'améliorent lentement. L'inflation tombe de 48% en 1946 à 12% en 1953.
- => Le revenu moyen des Français s'accroît de façon très nette sous la IVème République (X2) et comme le constate Jean Fourastié dans les Trente Glorieuses « le réfrigérateur, l'automobile et la machine à laver ont pris dans le budget ouvrier la place du pain quotidien ».

2. Une modernisation de l'administration

- Sous la IVème République l'Etat et l'administration se sont considérablement renforcés et modernisés.
- La rationalisation de l'administration s'est engagée, ses missions se sont étendues dans les domaines de la santé, de la sécurité sociale, du travail, de l'éducation, de l'économie (**dirigisme économique**).

3. Mais une instabilité gouvernementale qui conduit à sa chute.

Doc 3 p 151 Pourquoi est-il difficile de trouver une majorité pour gouverner ?

*Le recours au **scrutin proportionnel** permet la représentation au Parlement d'une multitude de partis, plus de sept ici. En conséquence, aucun parti ne possède à lui seul, ni même en coalition avec un autre, la majorité absolue (soit au moins 314 députés) nécessaire pour gouverner. Il faut donc, pour constituer des alliances, au moins quatre partis, ce qui rend celles-ci fragiles. On conçoit dès lors que ces coalitions sont souvent rompues par la défection d'un des partis, provoquant un changement de gouvernement.*

- L'Assemblée nationale, étant élue au suffrage universel au scrutin proportionnel, manque d'une majorité solide et stable. Dans ce régime parlementaire qui donne d'importants pouvoirs à l'Assemblée nationale, les gouvernements sont sans cesse menacés d'être renversés.
- En effet, ils doivent être investis par l'Assemblée nationale qui peut les renverser par une motion de censure ou en ne leur accordant pas leur confiance. Ainsi 24 gouvernements se succèdent de 1946 à 1958, et un seul dépasse les 18 mois d'existence.
- Pourtant, certains personnels politiques assurent la continuité de l'Etat et de l'entreprise modernisatrice de celui-ci. Georges Bidault et Robert Schuman se relaient au poste de ministre des Affaires étrangères **entre 1944 et 1954**.

Transition: La IVe république renforce le rôle de l'Etat et élargit ses domaines de compétences, ses réalisations son importantes et pour certaines toujours à l'œuvre. Cependant, la crise algérienne et l'instabilité politique provoquent la fin de ce régime et conduisent à une nouvelle constitution.

II. L'Etat gaullien, rupture et continuité (1958-1974)

Le changement de constitution, effectué par De Gaulle marque-t-il une rupture par rapport à la IV^e république ?
Etat gaullien = De Gaulle de 1958 à 1969, puis Pompidou 1969 à avril 1974. Valéry Giscard d'Estaing rupture car nouvelle politique. Il n'est pas gaulliste.

A Un Etat fort

1. De nouvelles institutions

Activité : Comparaison des institutions de la IV et V république. P 294

Comment les pouvoirs du Président et du Parlement évoluent-ils ?

- *Le chef de l'Etat dispose de pouvoirs accrus : dissolution de l'Assemblée, utilisation du référendum, nomme le gouvernement... Il devient la « clé de voûte des institutions ».*

- *Le Parlement perd l'investiture du gouvernement, il conserve le contrôle du gouvernement (Motion de censure) et le vote des lois. Initiative partagée avec le gouvernement.*

- Charles de Gaulle, arrivé au pouvoir en 1958, veut un **exécutif fort**. La constitution de la V^e république adoptée en **octobre 1958** réduit les pouvoirs du Parlement et fonde un **régime semi-présidentiel** original. Avec la réforme de **1962**, le président de la République est désormais élu au suffrage universel direct ce qui lui donne une forte légitimité (auparavant élu par un collège électoral de 80 000 personnes)
- Le gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation et partage avec le Parlement l'initiative des lois.
- Une nouvelle stabilité gouvernementale. L'élection des députés se fait au **scrutin majoritaire uninominal** à deux tours³ qui favorise des majorités stables et réduit la représentation des partis minoritaires, développement d'une **bipolarisation** de la vie politique. Ces majorités stables permettent au gouvernement de mener sa politique sans être sous la menace de l'Assemblée nationale = stabilité gouvernementale, de 1958 à 1974 5 gouvernements différents.

2. Une haute fonction publique de plus en plus influente

Biographie de Valéry Giscard d'Estaing p.154.

- Les hauts fonctionnaires à la tête des administrations sont de plus en plus issus des **Grandes écoles** (ENA, Polytechnique⁴, Sciences Po). Certains se lancent en politique à un échelon local puis à des responsabilités gouvernementales ex Giscard d'Estaing.
- Cette nouvelle génération représente souvent près de la moitié des ministres et domine les cabinets ministériels, le 1^{er} gouvernement de De Gaulle en 1958 compte 8 hauts fonctionnaires sur 14 ministres, dont plusieurs n'ayant pas de mandat électif.
- Dans les ministères les experts (ingénieurs) sont de plus en plus présents. Ces hauts fonctionnaires sont souvent désignés sous le terme de **technocrates**⁵.

B. Un Etat modernisateur

1. Une modernisation économique

- « L'État keynésien modernisateur » (expression de l'historien Pierre Rosanvallon), dont les missions se renforcent et s'élargissent. Dans le contexte des **Trente Glorieuses**, les ressources publiques augmentent (prélèvements obligatoires, impôts) ce qui permet de financer de nombreux projets.
- **Les grands travaux** : sont la face la plus visible de l'action politique et ils contribuent à la fierté des Français : grands barrages hydroélectriques, autoroute (1962, début de l'A6), aéroports modernes (Roissy décidé en **1964** et inauguré en **1974**), électrification des voies de chemin de fer, percement du tunnel du Mont blanc...
- L'Etat encourage des secteurs industriels comme l'informatique (plan Calcul en 1967) ou l'aéronautique (Concorde en 1962), le nucléaire.
- La concentration des entreprises est favorisée par des incitations financières pour constituer de grands groupes.

2. Une politique ambitieuse de l'aménagement du territoire

- Les années soixante marquent les débuts de l'aménagement du territoire en France. La **DATAR** est créée en **1963**, (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale). Elle a pour mission le rééquilibrage économique et social du territoire français afin d'atténuer le poids de Paris.
- La **décentralisation industrielle** est encouragée, pour que les établissements industriels s'installent en province, pour limiter la croissance de Paris (demande d'autorisation préalable et incitation financière). Ex / usine PSA de Rennes inaugurée par De Gaulle en 1961.
- De nouvelles implantations industrielles sur les littoraux (**ZIP**) sont favorisées, comme à Dunkerque ou Marseille (Fos) en **1965**.

³ Aux élections législatives, pour être élu au premier tour, il faut plus de 50 % des suffrages. Peuvent se maintenir que les candidats ayant obtenu 12,5 % des voix.

⁴ L'**École polytechnique** est une école d'ingénieurs fondée en 1794 sous le nom d'École centrale des travaux publics.

⁵ **Technocrate** : terme souvent péjoratif désignant un haut fonctionnaire disposant d'une maîtrise administratives et techniques et qui se soucie peu des conséquences humaines ou sociales.

- Le littoral languedocien (Mission Racine (1963-1983), du nom de son dirigeant) et les Alpes (Plan neige en 1964). sont aménagés pour accueillir les touristes. Création d'espace de protection : Parcs naturels nationaux (1^{er} Vanoise en 1963) et régionaux voient le jour.
- En 1965 le projet des **villes nouvelles** est élaboré pour organiser la croissance de l'agglomération parisienne : Evry, Cergy-Pontoise, Saint-Quentin en Yvelines, Marne-la-Vallée et Melun-Sénart. Créées ex-nihilo elles sont dotées d'équipements et d'infrastructures de transport qui les relie à Paris (RER).
- Le général de Gaulle relance alors cette volonté de **déconcentration administrative**⁶ au profit des régions (créées en 1955 sous la IV république « 21 régions de programme » sans pouvoir). Il crée la fonction de **préfet de région** en **1964**. Ces derniers doivent mettre en œuvre la politique du gouvernement et l'aménagement du territoire dans leur circonscription.

3. Des transformations sociales importantes

- Des mesures sociales : Le SMIG (Salaire minimum interprofessionnel garanti, 1950) devient SMIC (Salaire minimum interprofessionnel de croissance) en 1970. L'ANPE est créée en 1967 en réponse à la montée du chômage.
- L'État renforce les négociations avec les partenaires sociaux qui aboutissent: ex Accords de Grenelle en 1968 et augmentation des salaires, 4e semaine de congés payés en 1969 et formation professionnelle.
- L'État se préoccupe de l'environnement (ministère en 1971) et de la condition féminine (secrétariat d'État en 1974).

4. Une action culturelle nouvelle

- Les interventions de l'Etat se développent dans le domaine culturel. la Vème république veut favoriser l'accès direct des citoyens aux œuvres d'art.
- Il crée en **1959** un ministère des affaires culturelles, dirigé par André Malraux, qui met en place des maisons de la culture.
- La loi Malraux de **1962** lance un inventaire exhaustif des monuments classés et des ressources artistiques. La création contemporaine est soutenue par l'achat d'œuvres d'art et l'augmentation des crédits pour le théâtre et le cinéma. Ex le centre Georges Pompidou à Paris début des travaux 1969

C. La crise de mai 68, un Etat confronté à l'opposition d'une partie de l'opinion publique

1. Une crise en trois étapes

- Les « événements » de mai 68, prennent l'ensemble du monde politique français par surprise. C'est en fait une succession de trois crises qui débouchent sur une crise globale.
- **Une crise étudiante** : Début du mouvement à Nanterre avec à sa tête Daniel Cohn-Bendit. Les étudiants se déplacent à la Sorbonne, où à partir du 3 mai des heurts avec les forces de l'ordre se multiplient.
- **La crise devient sociale**: le **13 mai 1968**, un mot d'ordre de grève générale est lancé. Le **20 mai** on compte 8 à 10 millions de grévistes, tout le pays est paralysé. Le **25 mai** Pompidou ouvre des négociations au ministère du travail (rue de Grenelle) entre syndicats et patronat. Il propose une augmentation des salaires de 10%, une augmentation du SMIG de 35%, augmentation des allocations familiales, reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, 4eme semaine de congés payés. Le 27 mai, les salariés rejettent les accords de Grenelle, la crise devient politique.
- **Une crise politique**. Charles de Gaulle apparaît dépassé par les événements. Après sa disparition-surprise de 24 heures le 29 mai, il reprend l'initiative en décrétant le 30 la dissolution de l'Assemblée nationale.

2. Une remise en cause du pouvoir et de la société

- Une remise en cause économique : Paradoxalement, la crise de mai 1968 survient au terme d'une décennie de prospérité inégalée, c'est l'apogée des « Trente Glorieuses ». La société de consommation est installée. Cependant, des signes de détériorations apparaissent : le nombre de chômeurs s'accroît régulièrement : début 1968, ils sont déjà près de 500 000. Les jeunes sont les premiers touchés et en 1967, le gouvernement doit créer l'ANPE. Deux millions de travailleurs sont payés au SMIG et se sentent exclus de la prospérité. Des bidonvilles existent encore, dont le plus célèbre est celui de Nanterre, directement sous les yeux des étudiants.
- Une remise en cause politique : Sur le plan politique, le mouvement survient en une période d'usure de la République gaullienne, en place depuis 1958. En 1965, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel direct, le général de Gaulle n'obtient pas la majorité et est opposé à François Mitterrand à la surprise générale. Aux élections législatives de 1967, sa majorité à l'Assemblée nationale se réduit à un seul siège. Le 13 mai 1968, le slogan « Dix ans, ça suffit ! » traduit dans les défilés une certaine lassitude de l'opinion. Les pratiques

⁶ **Déconcentration** : délégation par l'État de certains pouvoirs de décision à ses représentants locaux (préfets, recteurs)

autoritaires suscitent une critique croissante, notamment l'absence de liberté dans les médias de l'audiovisuel (radio et télé) contrôlés par l'ORTF, qui est le relais de la propagande du gouvernement.

- Une remise en cause sociale : Les années 1960 sont celles de l'affirmation de la jeunesse qui s'oppose au conservatisme de la société et au manque de liberté. Une partie de la jeunesse radicalisée regarde avec fascination vers les mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde : Che Guevara, Fidel Castro, Ho Chi Minh.

Transition: La Ve république renforce le rôle de l'Etat, encourage la croissance et élargit son action notamment avec l'aménagement du territoire. Mais l'Etat gaullien prolonge l'action commencée sous la IV république. A partir de la fin des années 60 le rôle de l'Etat est remis en question et ce mouvement va s'amplifier avec la récession économique à partir de 1974.

III. Vers une remise en cause de l'action de l'Etat depuis 1974

Dans quelle mesure le rôle de l'Etat est-remis en cause depuis 1974 ?

A. La fin des Trente Glorieuses et la montée de la contestation

1. Les effets de la crise économique des années 1970

- La fin des Trente Glorieuses qui débute en 1973, marque l'affirmation du **néolibéralisme**⁷ qui dénonce l'interventionnisme jugé trop coûteux de l'Etat. Les néolibéraux souhaitent redéfinir les missions de l'Etat au moment où le premier choc pétrolier de **1973** réduit ses marges de manœuvre. Remise en cause de l'Etat providence

- L'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 après la mort de Georges Pompidou, inaugure une **politique plus libérale**. Le contrôle sur les prix est supprimé pour stimuler la concurrence entre les entreprises, des actionnaires privés peuvent entrer dans le capital d'entreprises publiques. Raymond Barre, 1^{er} ministre, mène une politique d'austérité, de réduction des dépenses publiques et des subventions.

2. 1981, un changement avec l'arrivée de la gauche au pouvoir

- **En 1981**, le socialiste François Mitterrand est élu président de la République. Pour la gauche, la crise économique s'explique en partie par le **retrait de l'Etat** entamé lors du septennat précédent. Il renoue donc avec les principes keynésiens d'intervention.

- De nombreuses mesures sont prises pour favoriser la relance : Pour favoriser la consommation, le **SMIC** est augmenté, ainsi que les allocations familiales et le minimum vieillesse. Pour réduire le chômage l'Etat engage le recrutement de 200 000 fonctionnaires, l'âge de la retraite passe de 65 à 60 ans et la semaine de travail de 40 à 39 heures. L'impôt sur les grandes fortunes (ISF) et le déficit public doivent financer ces dépenses.

- **Les nationalisations** sont la pièce maîtresse des réformes: la loi du **26 octobre 1981** donne à l'Etat, après indemnisation des actionnaires, le contrôle de 9 grands groupes industriels (dont Usinor et Sacilor), de 36 établissements financiers (dont le CIC, Paribas). L'Etat a désormais la maîtrise du tiers du chiffre d'affaire de l'industrie, 17% du PNB, 85% du crédit et 90% des dépôts bancaires.

3. Gouverner avec l'opinion publique

- En 1981, La gauche libéralise les médias (radio et télévision) et progressivement l'offre médiatique augmente (1984 création de canal +, 2008 la TNT). Les médias contribuent à la formation et à l'expression de l'opinion publique.

Etude du document 3 p 149

- Les gouvernements successifs ne parviennent pas à résoudre les difficultés économiques, le mécontentement de l'opinion publique se traduit régulièrement par des changements de majorité politique. Cela témoigne du doute de l'opinion publique envers la classe politique. Le pays connaît ainsi plusieurs alternances et trois **cohabitations**⁸ (en 1986 et 1988 Jacques Chirac puis Edouard Balladur sont Premiers ministres de droite de François Mitterrand pendant deux ans, tandis que Jacques Chirac, devenu président en 1995, doit affronter cinq ans de cohabitation avec le socialiste Lionel Jospin, vainqueur des élections législatives anticipées de 1997)

- L'exercice du pouvoir est rendu plus difficile par les revendications et l'opposition de l'opinion publique sur es questions des réformes sociales. Les grèves de 1995 en France contre la réforme des retraites voulu par Alain Juppé 1^{er} ministre de J Chirac furent à leur époque les plus importantes depuis celles de Mai 68.

- La révélation de certains scandales et le manque d'efficacité supposé des dirigeants alimentent, à partir des années 1980, une défiance croissante vis-à-vis du personnel politique. Cela se manifeste par une montée de l'abstention et

⁷ **Néolibéralisme** : Doctrine économique qui dénonce le rôle excessif de l'État-providence et l'accroissement des interventions publiques dans l'économie.

⁸ La **cohabitation** désigne la situation dans laquelle le président n'est pas du même bord politique que son 1^{er} ministre.

du vote protestataire pour les partis extrémistes. Le 21 avril 2002, l'accession du candidat du Front national, J-M Le Pen, au second tour des élections présidentielles a suscité une grande surprise dans l'opinion.

B. Un Etat de plus en plus concurrencé

1. L'essor de la mondialisation et du libéralisme économique

- Avec la **mondialisation**, la France est concurrencée par ses partenaires européens, par les Etats-Unis, le Japon, puis els pays émergents comme la Chine. Pour faire face à cette concurrence, certaines entreprises sous-traitent et délocalisent leurs usines d'assemblage. Les licenciements se multiplient dans le secteur industriel.
- Dans ce contexte, les dépenses de l'Etat-providence s'envolent pour faire face à la hausse du chômage et aux dépenses de santé liées au vieillissement de la population. Le dernier budget de l'Etat excédentaire date de 1974 !
- Face aux difficultés économiques les gouvernements doivent adopter une politique de rigueur et réduire les dépenses publiques.
- Avec le retour de la droite en 1986 et la première période de **cohabitation**. **J Chirac** s'inspirant du modèle anglo-saxon néolibéral (Margaret Thatcher et Ronald Reagan) **privatise**⁹ une partie des secteurs qui avaient été nationalisés par la gauche en 1981. Elles seront poursuivies par la gauche sous Jospin (Renault en 1996, France Télécom 1997, Air France 1999). Nicolas Sarkozy, à partir de **2007**, engage une réduction du nombre de fonctionnaires et des dépenses de santé sans précédent pour réduire l'endettement de la France.

2. La construction européenne

- La construction européenne, débutée dans les années 1950, se traduit par l'abandon d'une part croissante de souveraineté au profit des institutions communautaires. Dès lors, le désengagement de l'Etat se multiplie, 25 % des lois françaises sont la transcription des directives européennes. Par exemple, **le traité de Maastricht de 1992** fixe le calendrier pour parvenir à la monnaie unique. Des critères de convergence doivent être respectés : le déficit budgétaire doit être inférieur à 3% du PIB. La mise en place de l'euro, à partir du **1^{er} janvier 2002**, permet à la France de disposer d'une monnaie solide, capable de rivaliser avec le dollar. Mais une monnaie forte réduit aussi les exportations en rendant les produits français moins compétitifs.
- Cette intégration à une gouvernance supranationale est mal est mal vécue par une fraction de l'opinion publique, qui y voit une perte de souveraineté et la cause de toutes les difficultés du pays. Ainsi, le traité de Maastricht est adopté par référendum à une faible majorité, mais celui sur la Constitution européenne est refusé par 54,7 % des Français en mai 2005.

3. La mise en œuvre de la décentralisation¹⁰

Dossier p 158-159 Q1 et 3 p 159

1. *Jean-Jacques Servan-Schreiber souligne l'exception française que constitue le clivage entre Paris et « la province », terme dont il souligne qu'il n'a pas d'équivalent en langue étrangère, précisément parce qu'il n'existe pas de pays où un tel fossé sépare la capitale du reste du pays. L'hypercentralisme français a selon lui un effet néfaste : « c'est en effet le signe et la raison du sous-développement français ». L'Etat s'évertuerait à tuer toute velléité d'autonomie locale pour conserver le monopole du pouvoir, quitte à nuire à la prospérité des territoires locaux gérés maladroitement depuis Paris.*

3. *Les lois Defferre donnent aux collectivités territoriales une plus grande autonomie. Le contrôle de l'Etat sur leurs décisions n'est plus effectué a priori mais a posteriori. Ce faisant, elles rapprochent les lieux de décision des citoyens qui en bénéficient.*

- Sous l'impulsion de Gaston Defferre (**doc 2 p 158**), **la loi de décentralisation** est votée en **1982**. Elle transfère aux élus locaux des pouvoirs et compétences qu'ils revendiquaient depuis longtemps. C'est une rupture avec le jacobinisme.
- Elle pose le principe de la libre administration des collectivités territoriales¹¹, communes, départements et régions. Mais il faut attendre **1986** pour que les conseillers régionaux soient élus au suffrage universel direct. Ainsi la formation professionnelle, l'apprentissage et la gestion matérielle des lycées sont les principaux domaines d'intervention des régions. L'action sociale, l'entretien et la rénovation des collèges incombent aux départements.
- En **2003**, le transfert des compétences se poursuit grâce à une **réforme constitutionnelle**. Les collectivités peuvent désormais organiser des référendums locaux et sont financièrement autonomes.

⁹ **Privatisation** : transfert total ou partiel de la propriété du capital d'une entreprise publique vers le secteur privé.

¹⁰ **Décentralisation** : politique par laquelle l'Etat confie à des collectivités territoriales (communes et communautés de communes, départements, régions) des compétences et des financements.

¹¹ **Collectivités territoriales** : structures administratives locales (région, département, communauté de communes, commune) distinctes de l'administration de l'Etat et disposant de compétences, d'un personnel et d'un budget qui leur sont propres.

- De même les liens avec l'outre-mer sont transformés. En **2003**, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion sont à la fois des départements et des régions = DROM. Les TOM deviennent des COM. Mayotte en 2009 est le 101^e départements français.
- Les politiques définies au niveau national selon une logique descendante semblent donc révolues. Au lieu d'impulser des projets, l'Etat choisit de les accompagner.
- En 2016, le nombre de région passe de 22 à 13 en métropole, l'objectif de la réforme est de donner plus de construire des régions plus puissante et de réduire les coûts de gestion.

B. Un recul de l'Etat à nuancer

1. Une stabilité des institutions

- En **2000**, le **mandat présidentiel** est réduit à 5 ans. Avec la tenue des élections législatives quelques semaines après les présidentielles, une **cohabitation devient improbable**, renforçant de fait le pouvoir présidentiel.
- De plus, avec le **quinquennat**, le Premier ministre voit son mandat aligné sur celui du président, sauf démission. Il est donc souvent relégué au rôle d'auxiliaire, chargé de s'occuper des affaires que veut bien lui déléguer le président.

2. Une action encore importante

- Malgré un retrait important du point de vue économique. L'Etat conservent un rôle social important. La gauche est à l'origine du RMI (Revenu Minimum d'Insertion en 1989), de la CMU (Couverture Maladie Universelle en 1999), la droite du RSA (Revenu de Solidarité Active en 2009). De même, la baisse du temps de travail est encouragée par la loi sur les 35 heures(2000).
- La protection de l'environnement devient aussi un secteur de son intervention et l'éducation reste un pôle majeur de son budget.
- **L'action de l'Etat demeure forte en matière culturelle** : fête de la musique, grand Louvre, musée du quai Branly, Cité de l'immigration, aide financière au cinéma, lois sur les quotas français en radio, sur l'exception culturelle française dans le cadre des négociations à l'OMC.
- **Même dans le contexte de la mondialisation, les discours et les actes restent volontaristes**. Alors qu'en 1945 les prélèvements obligatoires ne représentaient que 25% du PIB, leur part est de 45% aujourd'hui et le nombre de fonctionnaires est passé de moins d'un million à 4,8 millions.
- L'Etat a eu un rôle régulateur durant la crise **la crise économique débutée en 2007**. Plan de sauvetage des banques, plan de relance pour les PME, ou de soutien à la filière automobile, emprunt national pour le numérique et le développement durable. Mais ces interventions sont minimisées par la globalisation financière et la gouvernance économique mondiale.

3. Une division de l'opinion publique face au rôle de l'Etat

- Depuis 20 ans, les Français en tant que contribuables semblent souhaiter moins d'Etat, c'est à dire le plus souvent pour eux, moins d'impôt.
 - En même temps, leur demande de services publics est toujours croissante. Plus la société devient individualiste plus la demande d'Etat est forte : dans le domaine de l'enfance, de la sécurité alimentaire, de l'environnement, de l'énergie, du logement ...
 - Face aux effets de la crise de nombreux secteurs (agriculteurs, taxis, sidérurgie...) appellent l'Etat à l'aide et lui demandent de prendre des mesures pour sauver des emplois (nationalisation, lois, aides...)
 - Attaché au modèle social français un partie de l'opinion publique refuse la mondialisation et s'oppose aux réformes de la société, des manifestations massives ont eu lieu contre la réforme des retraites en 2003, le CPE (Contrat première embauche) en 2006 ou la loi travail en 2016.
- les évolutions libérales de la société

Conclusion :

Les Français semblent donc attachés à un modèle étatique original : interventionniste et libéral à la fois.

Depuis 1946, l'Etat a redéfini ses missions : de modernisateur il est devenu incitateur, il donne aujourd'hui plus de place aux institutions supranationales (Union européenne) et infranationales (collectivités territoriales).